



Madrid, le 17 mai 2010  
9831/10  
PRESSE 128

**IV<sup>ème</sup> sommet UE-Cariforum  
Communiqué conjoint  
(Madrid, le 17 mai 2010)**

1. Les chefs d'État ou de gouvernement du Forum des Caraïbes (CARIFORUM) et l'Union européenne (UE), représentée par M. Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, et M. José Manuel Durão Barroso, président de la Commission européenne, avec la participation de M. José Luís Rodríguez Zapatero, président du gouvernement espagnol et président en exercice du Conseil de l'Union européenne, ont tenu leur quatrième sommet le 17 mai 2010 à Madrid à l'occasion du sixième sommet des chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ils ont abordé une série de sujets ayant trait aux relations Cariforum-UE, tant dans le cadre plus large des relations UE-ACP que dans celui de la coopération birégionale actuelle. Prenant note de certains des défis auxquels sont confrontées leurs régions, ils sont convenus de tirer parti des possibilités qui s'offrent à eux pour développer conjointement une nouvelle stratégie de partenariat, encourager l'intégration et la coopération régionales en matière de développement durable et apporter des réponses concrètes au changement climatique et aux catastrophes naturelles, y compris pour la reconstruction d'Haïti.
2. Les chefs d'État ou de gouvernement ont réaffirmé la vigueur du partenariat birégional actuel, qui se fonde sur des liens historiques et sur le respect des principes énoncés dans la Charte des Nations unies.
3. Les chefs d'État ou de gouvernement se sont félicités du lancement à Kingston, en mars 2010, d'un dialogue politique de haut niveau, qui donne un nouvel élan au partenariat Cariforum-UE. Ils ont également salué l'ouverture, à la Barbade, de consultations conjointes avec les parties intéressées et noté que les délibérations intervenant dans ces enceintes sur toute une série de sujets liés aux relations Cariforum-UE jouent un rôle important en alimentant le dialogue qui s'en est suivi, lors du sommet de Madrid.

**P R E S S E**

4. Les chefs d'État ou de gouvernement ont procédé à un échange de vues sur leur conception du futur partenariat et sont convenus d'œuvrer de concert à l'adoption de la stratégie commune Caraïbes-UE afin de renforcer leurs relations à venir. Ils ont estimé que cette stratégie devait continuer à reposer sur leurs valeurs communes et exprimer leur attachement à la Charte des Nations unies ainsi que leur respect des droits de l'homme universels, de la démocratie et de l'État de droit. Ils ont approuvé les grandes lignes de la stratégie, qui figurent en annexe et qui mettent l'accent sur la volonté de renforcer leur partenariat politique et de travailler ensemble à l'amélioration de la qualité de vie de tous leurs citoyens.
5. Les chefs d'État ou de gouvernement se sont félicités des progrès réalisés jusqu'à présent dans le processus d'intégration CARICOM ainsi que dans d'autres processus en cours en matière d'intégration et de coopération au niveau sous-régional et ils ont réaffirmé leur volonté de réaliser des progrès supplémentaires et d'intensifier la coopération dans ce domaine. Ils ont procédé à un échange de vues sur les priorités actuelles, y compris la création d'un Fonds fiduciaire pour les infrastructures dans les Caraïbes, la mise en œuvre anticipée de l'APE ainsi que d'autres moyens de relever les défis commerciaux, économiques et sociaux auxquels fait face la région des Caraïbes, ainsi que sur les possibilités de coopération Cariforum-UE dans le domaine des innovations et des technologies, notamment pour parvenir à assurer la sécurité alimentaire dans la région. Ils se sont en outre félicités de la tenue, en marge du sommet, de la réunion inaugurale du Conseil conjoint CARIFIRUM-UE dans le cadre de l'APE.
6. Les chefs d'État ou de gouvernement ont estimé que le changement climatique et la perte de biodiversité concernaient tout particulièrement la région des Caraïbes au sens large et qu'il était nécessaire d'accroître la coopération dans ce domaine. Ils sont conscients de la nécessité d'une action renforcée et d'une coopération à long terme, qui devraient comporter des perspectives en faveur d'un développement sûr et durable, de solutions sans répercussions sur le climat et d'une moindre vulnérabilité au changement climatique. À la suite de la CdP 15 qui s'est tenue à Copenhague, les parties ont témoigné de leur volonté de parvenir, lors du Sommet de Cancún sur le climat, à un accord ambitieux, équitable et global. Elles ont confirmé l'organisation d'une conférence UE-Caraïbes de haut niveau sur le changement climatique, qui aura lieu avant le Sommet de Cancún, sous l'égide de la Commission européenne.
7. Les chefs d'État ou de gouvernement ont indiqué qu'ils étaient conscients de la vulnérabilité particulière du bassin des Caraïbes au sens large face aux catastrophes naturelles, de la fréquence et de la gravité accrues de ces phénomènes et du fait que les Caraïbes sont considérées, sur le plan international, comme faisant partie des régions les plus touchées par le changement climatique et par les catastrophes naturelles qui en résultent.
8. Les chefs d'État ou de gouvernement ont réaffirmé leur volonté de reconstruire Haïti après le séisme qui a dévasté le pays le 12 janvier 2010. À cet égard, ils sont convenus d'apporter un soutien plein et entier à la mise en œuvre du Plan d'action pour le relèvement et le développement national, présenté par le gouvernement haïtien et approuvé lors de la conférence internationale des donateurs sur Haïti, qui s'est tenue, sous l'égide des Nations unies, le 31 mars 2010 à New York.

9. Les chefs d'État ou de gouvernement ont souligné que la poursuite d'un dialogue constructif entre les deux régions était bénéfique et sont convenus de se réunir à nouveau lors du VII<sup>ème</sup> sommet des chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui se tiendra à XXX en 2012, ou à toute date antérieure si une évolution dans leurs relations le justifiait.
-